

Christiane Taubira dénonce les "provocations déplacées", les "mises en cause opportunistes" de l'opposition



L'ancienne ministre de la Justice a répondu, sur Facebook, aux critiques de "désarmement pénal" dont elle est régulièrement tenue pour responsable.

Si Christiane Taubira n'est plus dans le gouvernement, elle conserve néanmoins sa plume incisive. Dans un texte [publié sur Facebook](#) et intitulé "Riposte à Nicolas Sarkozy qui a tant de mal à prendre la mesure des nécessités", l'ancienne garde des Sceaux s'est livré à une attaque en règle contre "un candidat putatif à la fonction suprême", qui ne "réussit pas à s'élever à la hauteur que requièrent les responsabilités auxquelles il aspire."

Elle poursuit : "«Désarmement pénal» !? Mais où étaient les députés de l'UMP durant les débats parlementaires ? Ils écumaient comme à l'accoutumée studios et plateaux de télévision, à m'agonir de calomnies, mais n'avaient pas le temps de se rendre dans l'hémicycle pour y défendre leurs idées, s'ils en eurent (...) Ils ont fui le débat, déserté le combat, plus soucieux de leur notoriété médiatique que du sujet de société (...) Le compte rendu des séances en fait foi" affirme-t-elle.

"Mais les voilà de retour, tellement désorientés par la macabre inventivité des terroristes djihadistes, qu'ils comblent, par des provocations déplacées, des mises en cause opportunistes, des radotages malséants, ce qui ressemble à leur confusion." Elle souligne que sa "réforme pénale concerne exclusivement les délits" et que "l'échelle des peines pour les actes terroristes et les crimes n'a pas changé." Et de viser Nicolas Sarkozy : "que craint-il ? Qu'on se rappelle sa politique de gribouille, les bricolages multiples du code pénal et du code de procédure pénale, le triplement de la récidive, les injonctions contradictoires de la loi pénitentiaire ? Mais oui, on s'en souvient ! Les réductions d'effectifs d'enquêteurs, de magistrats et de greffiers ? Bien sûr ! La suppression de la police de proximité ? Évidemment ! (...) Avons-nous eu l'idée de l'accuser de quoi que ce soit après les horribles crimes terroristes de Toulouse et Montauban ? Non. Par respect pour la souffrance des familles."

Et de finalement conclure : "Que des hommes politiques qui ont accumulé des erreurs en tirent leçon, soit. Qu'ils fassent diversion, c'est indigne du moment, de l'Histoire et du courage du peuple français."